

Rwanda, 27° commémoration du génocide contre les Tutsi, une lueur dans la nuit

Guillaume Ancel

9 avril 2021

Nous étions un peu effrayés que ces 27° commémorations ne soient qu'une répétition des précédentes, je me souviens en particulier des 25° que nous pensions faire date sur le chemin de la vérité et qui nous firent douter.

C'était en 2019, j'avais publié « Rwanda, la fin du silence » l'année précédente, comme une invocation à sortir du déni.

Le général Jean Varret témoignait enfin qu'il avait largement informé l'Elysée du dessein monstrueux que poursuivait le gouvernement rwandais soutenu par Paris : massacrer une partie de sa population parce qu'elle était Tutsi.

Je n'avais pas réussi à faire témoigner Bertrand, un pilote qui avait convoyé une importante cargaison d'armes de Châteauroux à destination du Rwanda. Quand les forces spéciales lui avait remis son chargement, Bertrand s'était inquiété de savoir ce qu'il transportait. « Une car-

gaison d'armes et de machettes » lui avaient-ils répondu... Impossible d'oublier, mais sans doute trop tôt pour en parler.

En 2019, je croyais que la chape de plomb qui recouvrait cette affaire de soutien aux génocidaires se fissurerait enfin, que le barrage allait céder.

Une marche sans fin vers la vérité, les éclai- reurs

Depuis 1994, une première génération d'investigateurs s'était heurtée à la raison d'Etat et à la formidable capacité d'une poignée de décideurs français à étouffer tout débat sur leur géopolitique meurtrière, qui s'était illustrée par l'aide, la protection et le soutien apportés aux derniers génocidaires du XX° siècle. Patrick de Saint-Exupéry et Maria Malagardis

en faisaient partie, Rafaëlle Maison et Géraud de la Pradelle, Laure de Vulpian et Mehdi Ba, Jean-Pierre Chrétien et Jean-François Dupaquier, et tant d'autres que je suis gêné de ne pas citer.

C'étaient les précurseurs, les éclaireurs qui avaient compris que le Rwanda était une affaire qui prenait ses racines au plus profond d'un État en déni de démocratie, et d'une société française encore marquée par le racisme et la nostalgie déplacée de ses anciennes colonies.

Ces « éclaireurs » ont été incroyablement courageux, et seuls. Ils ont été fustigés et moqués : comment la société des lumières et des droits de l'homme pouvait avoir le moindre lien avec un génocide ?

« Grottesque attaque anti-France », pour reprendre la rhétorique chère à nos propres extrémistes et à tous ceux qui se parent du drapeau français pour esquiver la vérité et leurs responsabilités.

« Une honte de s'en prendre à la France » leur répétaient Hubert Védrine et Alain Juppé.

Une deuxième vague, celle des indignés

Je suis arrivé avec une deuxième vague, rassemblant ceux qui n'acceptaient pas que ce sujet soit enterré

dans une amnésie qui se transformait en déni.

Comme Stéphane Audoin-Rouzeau, ce grand historien de la 1^o guerre mondiale qui ne pouvait détourner son regard de ce gouffre effrayant.

Comme Hélène Dumas, cette brillante historienne qui pensait normal d'apprendre le kinyarwanda pour comprendre le Rwanda et qui étudiait méthodiquement la réalité d'un terrain largement ignoré.

C'est aussi la vague de l'obstination d'un chercheur, François Graner, à explorer les archives, et de nombreux bénévoles à chercher la réalité sans s'en laisser compter.

Les rescapés quant à eux se taisaient, ils ne comprenaient déjà pas comment ils avaient pu survivre au génocide, alors comment pourraient-ils l'expliquer aux autres ? Leur regard se voilait quand les fantômes ressurgissaient, ils ne nous ont jamais rien demandé.

« Jusqu'où es-tu prêt à aller ? »

Avec cette question, Patrick de Saint-Exupéry m'avait sobrement prévenu. Je ne l'avais pas compris à ce moment-là, je ressentais plus fort que jamais cette indignation qu'une poignée de responsables français aient

pu prendre des décisions qui nous rendaient complices des génocidaires. Pas au sens de l'intention de participer, mais le fait d'avoir aidé ceux qui préparaient ce génocide, puis le commettaient, le fait d'avoir aidé à leur fuite et même à atténuer l'ampleur de leurs crimes.

J'ai été indigné par le silence à ce sujet et c'est pour cela que j'ai voulu témoigner.

J'ai été indigné par le silence que s'imposaient mes propres compagnons d'armes, condition sine qua none de la poursuite de leur carrière et de la sérénité de leurs nuits.

Ne rien dire, se taire pour obéir à un pouvoir qui dispose librement de la chose militaire et qui ne craint aucun contre-pouvoir dans une conception toute monarchique de la démocratie.

Se taire au point de devenir amnésique, à l'image de nos anciens d'Algérie qui sont partis avec le poids de leur silence, un ulcère et des larmes au fond de l'estomac, une génération de militaires dont nous n'avons rien appris puisqu'ils ne nous avaient rien dit.

La guerre est une succession de saloperies, et se taire en fait partie ?

Je m'étais juré à Saint-Cyr que ma génération d'officiers serait capable de raconter la réalité de cette « succession de saloperies » qu'est la guerre.

J'avais bien commencé, au Cambodge, dans les traces d'un autre génocide, la destruction d'une société par ses propres membres. Puis à 29 ans, j'étais parti au Rwanda, avec les meilleures unités de combat de l'armée française, pour cette fameuse opération Turquoise que mes camarades continuent à esquiver.

Une opération humanitaire ? De fait, cette intervention a sauvé les génocidaires et leur a même permis de continuer à semer la mort, ce virus contre lequel il n'existe aucun vaccin.

J'avais été effaré que nous nous retrouvions du côté des nazis du Rwanda et que nos lunettes de combat aient pu nous interdire de regarder la réalité en face, et de comprendre la vérité.

Mais je n'étais pas au bout de ce voyage au cœur des ténèbres, je repartais sans attendre pour le siège de Sarajevo.

C'était la même politique catastrophique de l'Élysée, c'étaient les

mêmes Mitterrand, Védrine et Lanxade qui régnaient en maîtres d'une géopolitique aux conséquences démentielles.

Une géopolitique aussi déshumanisée que catastrophique

J'assistais impuissant aux massacres de Srebrenica en Bosnie, que nous aurions pu stopper avec moins de dix frappes aériennes. Mais les massacreurs ne risquaient rien, ils étaient encore une fois « les alliés de la France », comme les génocidaires du Rwanda l'avaient été avant eux.

Alors j'ai témoigné au sein de l'armée, qui ne m'en a jamais empêché à condition de ne rien exporter. Puis j'ai témoigné publiquement après mon départ de l'institution militaire, et j'ai rencontré ce formidable mur du silence, cette omerta de la raison d'Etat qui consistait à protéger une poignée de décideurs, ceux qui s'estimaient au-dessus de la société qu'ils prétendaient servir.

« Hubert Védrine est intouchable » m'a un jour glissé, avec bienveillance, un homme de réseau qui ne souhaitait pas que je sois écrasé par la puissance de ce pouvoir.

Comme mes compagnons d'infortune de la première vague, j'ai été emmerdé, insulté, moqué, raillé et me-

nacé. Mais j'ai aussi été aidé, soutenu, appuyé par tous ceux qui n'en pouvaient plus de ces silences criminels et de ces vérités convenues pour protéger quelques personnages indécents qui pensaient que l'impunité leur était due.

Des avocates, comme Isabelle Wekstein et Élise Le Gall, de rares hommes politiques comme Patrick Devedjian et Bernard Kouchner, des journalistes comme David Servenay et Colette Braeckman, des réalisateurs comme Pierre Mezerette et Jean-Christophe Klotz, des organisateurs comme Aymeric Givord et Antoinette Correa, des humanistes comme Véronique Nahoum et Alain David se sont investis pour déterrer ce Tchernobyl de nos interventions extérieures.

L'alliance des éclaireurs et des indignés

La vague des précurseurs et celle des indignés se sont alliées et mêlées, dans un mouvement compliqué par leurs caractères entiers et leurs habitudes imposées de se méfier de tout ce qui pouvait mettre en danger leurs fragiles avancées.

C'est Rafaëlle Maison qui m'a convaincu d'écrire mon témoignage plutôt que d'être écrasé, et Stéphane Audoin-Rouzeau qui m'a aidé à le

publier, persuadé de l'importance de notre sujet au risque de tout perdre.

Ensemble, nous avons dû lutter aussi contre... nos amis et nos proches, excédés par cette farouche obsession de continuer contre vents et marées. Nous avons affronté notre entourage social et professionnel, inquiet de notre persévérance dans un sujet qu'ils nous croyaient exagérer ou dont ils ne voulaient simplement pas entendre parler.

Les attaques en justice, – 32 pour Patrick de Saint-Exupéry –, les menaces aussi bien professionnelles que personnelles, les tensions et l'usure auraient pu nous mettre à terre si nous ne nous étions soutenus dans cette adversité, somme toute bien relative au regard du sujet.

2019, 25° commémoration du génocide contre les Tutsi

Une nouvelle génération prend place au sein des associations de rescapés, ce sont leurs enfants devenus adultes et nourris du silence de leurs aînés. Dans cette atmosphère de profond recueillement, ils s'emparent du micro pour prendre la parole. Ils en ont assez de la protection apportée par la génération des rescapés, ils veulent savoir ce qui s'est passé en réalité, ils veulent la vérité au risque

de brutaliser les mémoires de leurs aînés et de bousculer la société française à laquelle ils se sont intégrés.

En parallèle, « en même temps », un jeune président de la République est arrivé au pouvoir. Il n'avait que 17 ans en 1994 et il n'est pas issu de ces partis qui cohabitaient malencontreusement lors de ce drame. Le président Macron annonce une commission d'historiens et un accès aux archives soigneusement bouclées jusqu'ici.

Nous sommes sceptiques.

Stéphane Audoin-Rouzeau qui avait pourtant convaincu l'Elysée de cette démarche en est écarté, comme tous les spécialistes de la question. La commission est soigneusement pilotée par l'Elysée et « soutenue » par le ministère des Armées.

Nous sommes inquiets.

Nous pensons même que la publication du rapport ne sera qu'une énième déception, une eau tiède ou pire, à l'image de la commission Quilès, une nouvelle tentative de couler un sarcophage de béton sur ce drame qu'il fallait à tout prix enterrer.

Le rapport Duclert, une étape inespérée

26 mars 2021, le rapport Duclert est publié, le président Macron en endosse la responsabilité et il a

sans doute dicté une large partie des conclusions. Une étape décisive, le chef de l'Etat reconnaît, avec ce rapport, que l'affaire du soutien aux génocidaires du Rwanda est un « désastre français », pour lequel la responsabilité de l'Elysée de Mitterrand est « accablante ».

7 avril 2021, 27^e commémorations du génocide contre les Tutsi, une lueur dans la nuit, comme ces bougies qui brûlent toute la nuit pour communier en paix avec le million de victimes que nous n'avons pas su empêcher.

Les suites donnent le vertige, le geste politique, la sortie symbolique et solennelle de ce tunnel d'obscurantisme et de négationnisme. Un espoir de justice contre les organisateurs du génocide qui ont osé faire du sol français l'Argentine de leur nazisme.

Une volonté, qui reste à confirmer, d'aller instruire la responsabilité de

ceux qui ont commis ce désastre français.

Oh ! « Ils n'ont pas voulu participer au génocide » nous dit à leur sujet le rapport Duclert. Quel soulagement de l'entendre, comme si cela pouvait changer quelque chose à leur terrible responsabilité d'avoir apporté un soutien aux génocidaires du Rwanda, et d'avoir porté des thèses négationnistes qui les ont couverts de honte, et qui nous ont remplis d'indignation.

Ouvrir réellement les archives, investir sur un travail de recherche et d'histoire, comprendre et réaliser. Se questionner jusqu'au bout de l'exercice du pouvoir, réfléchir aussi aux conditions qui interdiraient qu'un tel désastre puisse à jamais se reproduire dans notre démocratie, et commencer par proscrire toute impunité.

Une lueur dans la nuit.